



29 novembre 2010 n° 4

Qui sommes-nous ?

Ce bulletin regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité, menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels, et les guerres dues à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs et les jeunes peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population, et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela, ils devront remplacer l'Etat de la bourgeoisie, pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie, et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. Les militants qui animent ce bulletin s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine, et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Plan d'austérité, sur plan d'austérité : la crise continue

L'Irlande doit accepter l'aide de l'Europe et du FMI, un apport de 85 milliards de dollars, et en contre-partie elle devra adopter un énième plan de rigueur, baisse de 2,8 milliard d'euros pour les dépenses sociales, suppression de 24 750 emplois publics, réduction du salaire minimum de 8,65 à 7,65 euros, relèvement du taux de TVA. Comme par hasard, seul le taux d'impôt sur les sociétés est épargné, les travailleurs Irlandais ne croient pas aux coïncidences, et ils furent plus de 50 000 à Dublin dans la rue samedi pour le signifier.

Après la Grèce, l'Irlande, voici venue le tour

Esclavage Moderne

Pays qu'on a toujours élevé comme un exemple de modernité et fleuron de l'économie libérale, le Royaume-Uni n'a aucune gêne à demander à ses citoyens sans-emploi de travailler gratuitement pour faire valoir leur allocation chômage. Une mesure parmi tant d'autres, afin de répondre aux exigences de l'économie, cette future application est très préoccupante car elle remet en cause la notion de travail rémunéré qui rappelleront-nous, n'a que deux siècles d'existence. Malgré des discours compatissants « nous souhaitons leur redonner confiance en eux... », nous leur per-

mettons de s'accomplir », la droite britannique frappe encore et toujours sur la population qui doit payer, toujours payer les abus des marchés financiers. Comment un pays considéré comme une des plus grandes puissances peut mettre en place un esclavage moderne, doubler les frais universitaires (déjà exorbitants), supprimer plus de 500 000 emplois de fonctionnaires, etc... ? La crise sociale est bien présente, et elle n'est malheureusement pas prête de s'arrêter, mais elle ne s'applique pas de la même façon pour tous.

mettons de s'accomplir », la droite britannique frappe encore et toujours sur la population qui doit payer, toujours payer les abus des marchés financiers. Comment un pays considéré comme une des plus grandes puissances peut mettre en place un esclavage moderne, doubler les frais universitaires (déjà exorbitants), supprimer plus de 500 000 emplois de fonctionnaires, etc... ? La crise sociale est bien présente, et elle n'est malheureusement pas prête de s'arrêter, mais elle ne s'applique pas de la même façon pour tous.

Le pays des droits de l'Homme

Le centre de Vincennes est de nouveau le théâtre de scènes obscures et préoccupantes, de nombreux prisonniers sont en grève de la faim parmi les 174 sans-papiers retenus. Ces raisons d'une telle manifestation dépassent le fait d'être expulsés et d'être interné comme des criminels. Les emprisonnés dénoncent des maltraitances. Dans un texte

rendu publics, ils écrivent : « Toutes les nuits, et même pas à heure fixe, il y a un appel de nos noms par le haut-parleur qui nous oblige à nous réveiller en plein sommeil, ce qui fait bien rire les policiers ». De plus tout accès aux soins serait refusé. Voici des actes qui nous renvoient amèrement à nos sinistres cours d'histoire.

Pourvu que ça rapporte

Depuis peu, le Médiator, un médicament anti-diabétique, fait l'actualité pour ses effets secondaires qui auraient entraîné au moins 500 décès.

Il n'a été retiré de la vente en France qu'en 2009, alors que les risques liés à ce type de

médicaments « coupe-faim » sont connus depuis longtemps. Ainsi, aux États-Unis, il est interdit depuis 1997.

Seulement voilà : le Mediator rapportait 32 millions chaque année à l'industrie pharmaceutique.

**LES AMIS DE CONVERGENCES 75021 PARIS CEDEX 128
etincelle44@yahoo.fr**

Le totalitarisme à l'entreprise

Le tribunal des Prud'hommes de Boulogne-Billancourt vient de valider le licenciement de trois salariés ayant critiqué leur entreprise sur Facebook. Ils avaient été licenciés pour « faute grave », leurs propos ayant été

considérés comme « une incitation à la rébellion ». Rien que ça

Bien des dictatures en ont rêvé... Grâce à Facebook, Big Brother est devenu une réalité !

Remise en place

Après des décennies d'irresponsabilité face à l'épidémie du Sida, l'Église catholique et son pape commencent à évoluer.

Désormais, « dans certains cas, quand

l'intention est de réduire le risque de contamination », le préservatif ne sera plus mis à l'index.

C'est sûr que ça fonctionnera mieux ainsi.

Un monde de fou

Bien cachée au milieu du projet de loi de finances pour 2011, les députés ont voté début novembre la fin de l'Aide Médicale d'Etat (AME) gratuite pour les sans-papiers pauvres, grâce à laquelle 216 000 personnes avaient pu se faire soigner l'an passé. Mais désormais, les

bénéficiaires de l'AME (les étrangers en situation irrégulière vivant avec moins de 634 € par mois) devront payer un « droit d'entrée » de 30 € par an pour pouvoir bénéficier de l'aide. L'offensive est

venue de députés UMP, qui justifient ces mesures inhumaines en colportant des rumeurs débiles : les étrangers profiteraient de l'AME pour faire de la chirurgie esthétique ou des fécondations in vitro ! Conséquence évidente : des milliers de travailleurs sans-papiers renonceront à se faire soigner, aggravant ainsi leurs maladies éventuelles. Cela montre la violence avec laquelle ce gouvernement s'attaque aux plus vulnérables. Ces restrictions au droit à la santé pour tous doivent être combattues. 6

Une seule solution, la révolution !

2 % de la population détient 50 % des richesses mondiales alors que les 50 % les plus pauvres ne détiennent que 1 % des richesses. Les richesses n'ont jamais été concentrées dans un si petit nombre de mains et la misère n'a jamais été autant répandue.

A droite comme à gauche, tous affirment que les richesses sont mal réparties. Mais si aucun gouvernement ne les répartit pas mieux, c'est que cela impliquerait de s'attaquer aux principaux

détenteurs de la richesse : ceux qui possèdent les entreprises, qui tiennent les rennes de la bourse et de la politique. Mieux répartir les richesses signifierait remettre en cause leur pouvoir et leur propriété privée. Seules les luttes des travailleurs sont capables de remettre en cause la propriété privée des Bettencourt

et compagnie. La grève générale de mai 68 a débouché sur des augmentations de salaire conséquentes. Pourtant, il n'a pas fallu longtemps pour que le patronat,

Le bluff du « développement durable »

Le « développement durable » a le vent en poupe. Les accords du Grenelle de l'environnement (rencontre entre le ministre de l'écologie de l'ancien gouvernement Borloo, des organisations non-gouvernementales (ONG) de défense de l'environnement, des représentants syndicaux et patronaux) devait sceller la grande unité nationale pour sauver la planète. Les mesures annoncées ne sont pas vraiment à la hauteur de l'objectif affiché : un moratoire de quelques mois sur les OGM, la construction de nouvelles lignes TGV (mais rien sur les réseaux ferroviaires locaux ; là, pas de moratoire sur la fermeture des gares) ou... l'obligation pour

les cantines scolaires de faire un repas bio par semaine. En tous cas, rien de contraignant pour le patronat. Rien n'empêchera les gros industriels, par exemple ceux de la chimie, de continuer à polluer allègrement. Sans parler du projet de « taxe carbone », un nouvel impôt à la consommation qui sera « compensé » par des cadeaux fiscaux pour les entreprises.

Et puis le « développement durable » constitue en lui-même un secteur économique qui peut, à terme, s'avérer rentable, sans que l'on empêche d'autres secteurs de polluer ou de détruire les forêts équatoriales. Les grands trusts

Retour sur les retraites

Augmentation de la durée de cotisation ?

L'espérance de vie en bonne santé selon l'Insee,

63,1 ans pour les hommes.

64,2 ans pour les femmes.

60 % de salariés du privé ne sont plus en activité au moment de leur départ en retraite.

Pour les 40% qui restent en cas de problème dans l'entreprise soit c'est la retraite d'un montant ridicule ou le licenciement.

Quelques repères : les inégalités.

380 000 millionnaires en euros.

5 % de la population possède près de 50% du patrimoine.

70,7 milliards d'euros de niches fiscales.

4 millions de chômeurs.

91,2 % de la population active sont **des salariés.**

000 travailleurs sans-papiers luttent par la grève depuis un an pour obtenir leur régularisation et donc avoir les mêmes droits que tous les salariés et les mêmes droits aux soins que toute la population. Un exemple à suivre !

une fois la lutte finie, les reprenne. Alors pour que les richesses soient équitablement réparties, il faudra une révolution dirigée par les travailleurs qui expropriera tous ces grands bourgeois qui décident de ce qu'ils produisent et à qui ils le vendent selon la loi du fric. A nous de lutter pour une autre société où le travail serait organisé pour assouvir les besoins de tous et non pour gonfler les profits d'une infime minorité !

français ne s'y trompent pas : Areva vient d'acheter l'entreprise Multibril qui teste des prototypes d'éoliennes offshore, alors qu'Alstom a déboursé 350 millions d'euros pour acquérir le fabricant espagnol d'éoliennes Ecotècna. Dans ce contexte, la politique de développement durable de Sarkozy signifie la possibilité de subventionner les grandes entreprises françaises pour qu'elles puissent prendre position sur un marché mondial dont le quotidien économique Les Échos estime qu'il pourrait être multiplié par 1 000 dans moins de dix ans. Et dans ces calculs, les considérations pour la planète et les mesures réelles pour sa sauvegarde, occupent une place dérisoire.